



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1999/460
21 avril 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL CONCERNANT LA SITUATION EN ABKHAZIE (GÉORGIE)

I. INTRODUCTION

1. Par sa résolution 1225 (1999) du 28 janvier 1999, le Conseil de sécurité a décidé de proroger le mandat de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) pour une nouvelle période prenant fin le 31 juillet 1999, sous réserve du réexamen auquel il procéderait au cas où des changements interviendraient en ce qui concerne le mandat ou la présence des forces de maintien de la paix de la Communauté d'États indépendants (CEI). Le Conseil a également prié le Secrétaire général de continuer à le tenir régulièrement informé et de lui faire rapport sur la situation en Abkhazie (Géorgie) trois mois après la date de l'adoption de la résolution. Le présent rapport a été établi en application de cette demande et contient un exposé de la situation au milieu d'avril 1999.

II. ASPECTS POLITIQUES

2. Pendant la période considérée, mon Représentant spécial, M. Liviu Bota, s'est efforcé, en collaboration avec les représentants de la Fédération de Russie, en sa qualité de facilitateur, et du Groupe des Amis du Secrétaire général (Allemagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France et Royaume-Uni), de parvenir à un accord sur le retour des réfugiés dans le district de Gali, à l'intérieur de ses anciennes limites, et sur les mesures à prendre pour assurer le relèvement économique de l'Abkhazie (Géorgie).

3. Lors de l'entretien qu'ils ont eu à Soukhoumi, le 12 janvier 1999, mon Représentant spécial et le dirigeant abkhaze, M. Vladislav Ardzinba, ont examiné les modalités du retour des réfugiés et des personnes déplacées dans le district de Gali. D'après mon Représentant spécial, tous deux s'étaient entendus oralement sur trois points litigieux opposant les parties géorgienne et abkhaze : le degré de participation des rapatriés aux organes locaux chargés de l'application des lois dans le district de Gali; le rôle et le déploiement de la force de maintien de la paix de la CEI; et les mesures à prendre en vue de normaliser le régime douanier et les mesures appliquées à la frontière, le long de la Psou, y compris la question des transports. Ils étaient également convenus que M. Ardzinba ferait une déclaration officielle, décrivant ces domaines d'accord aux membres du Groupe des Amis du Secrétaire général qui se rendraient à Soukhoumi à cette fin. Toutefois, lors d'un entretien qu'il a eu

dans cette ville, le 23 janvier 1999, avec mon Représentant spécial et les membres du Groupe des Amis du Secrétaire général, M. Ardzinba a présenté des propositions différentes de celles dont mon Représentant spécial avait cru qu'ils étaient convenus au début du mois. Dans une déclaration conjointe publiée le 27 janvier 1999, le Groupe des Amis du Secrétaire général a déploré qu'une occasion de franchir une première étape importante dans le processus de négociation ait été perdue.

4. Le Conseil de coordination des parties géorgienne et abkhaze a tenu sa septième session à Tbilissi, le 11 février 1999, sous la présidence de mon Représentant spécial. La délégation géorgienne était dirigée par M. Vazha Lordkipanidze, Ministre d'État, et la délégation abkhaze par M. Sergei Bagapsh, Premier Ministre de facto. Des représentants de la Fédération de Russie, en tant que facilitateur, sous la direction du Vice-Ministre des affaires étrangères, M. Leonid Drachevskii, et de l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE), ainsi que les membres du Groupe des Amis du Secrétaire général ont également participé à la session.

5. L'ordre du jour de la session du Conseil de coordination comprenait les points suivants : questions relatives à une suspension durable des hostilités et aux problèmes de sécurité; réfugiés et personnes déplacées; et problèmes économiques et sociaux. À l'issue de ses délibérations, le Conseil a décidé que les représentants des deux parties et ceux de la MONUG et de la force de maintien de la paix de la CEI se réuniraient dans un délai de deux semaines, sous la présidence du chef des observateurs militaires de la Mission, afin de mettre au point un mécanisme permettant de rendre le Groupe conjoint d'enquête opérationnel; que les parties, en collaboration avec la MONUG et la force de maintien de la paix de la CEI, adopteraient des mesures concrètes en vue de la suspension des hostilités, de la prévention des affrontements et de la séparation des forces; que les représentants des structures des forces des deux parties examineraient toute information que celles-ci pourraient avoir, susceptible d'entraîner une reprise des hostilités; que les négociations bilatérales sur la mise en place d'un mécanisme pour le retour des réfugiés et des personnes déplacées dans le district de Gali, à l'intérieur de ses anciennes limites, se poursuivraient; et que les commissions des deux parties feraient rapport à la prochaine session du Conseil au sujet des personnes portées disparues dans le conflit de 1992-1993. La session du Conseil a également permis aux représentants des deux parties d'établir des contacts directs et d'engager des consultations.

6. Dans le cadre des mesures de confiance entre les deux parties, encouragées par mon Représentant spécial, une équipe de télévision géorgienne s'est rendue à Soukhoumi pour interviewer M. Ardzinba. L'interview, d'une durée de 50 minutes, a été diffusée en version non éditée par la station de télévision d'État, le 22 février. Il est prévu d'organiser une interview analogue avec le Président Chevardnadze par des journalistes abkhazes, qui sera diffusée par la télévision abkhaze. La mise en oeuvre de projets concrets de coopération économique entre les deux parties s'est également poursuivie, facilitée notamment par le Secrétaire exécutif de la Commission mixte abkhazo-géorgienne de coordination, M. Zurab Lakerbaia.

7. À la suite de la session du Conseil de coordination, les efforts de médiation en vue d'accélérer le retour des réfugiés dans le district de Gali ont été activement poursuivis, associant, outre mon Représentant spécial, des hauts fonctionnaires des deux parties et des envoyés de la Fédération de Russie. Ces efforts ont permis d'aboutir à un accord de principe sur deux des trois questions (voir par. 3 ci-dessus) qui avaient continué d'opposer les deux parties. La question du rôle et du déploiement de la force de maintien de la paix de la CEI n'a pas été réglée.

8. Le 1er mars, la partie abkhaze, par le biais d'une commission créée à cette fin par M. Ardzinba, a commencé unilatéralement à mettre en oeuvre un programme en vue d'assurer le retour des réfugiés dans le district de Gali, comprenant notamment une procédure d'enregistrement des rapatriés. Cette initiative unilatérale a suscité de nombreuses réserves de la part de la communauté internationale et de la partie géorgienne car elle ne garantissait pas la sécurité des rapatriés. Il est également à craindre que le programme de rapatriement, qui serait mis en oeuvre dans un vide sécuritaire, favorise une aggravation des tensions, éventuellement attisées par des activités de désinformation, analogues à celles concernant les événements de mai 1998.

9. Le Conseil des chefs d'État de la CEI, lors de sa réunion de Moscou, le 2 avril, a adopté une décision sur de nouvelles mesures visant le règlement du conflit en Abkhazie (Géorgie) (voir S/1999/392). Les signataires ont notamment décidé de tenir des consultations sur les moyens d'associer d'autres États membres de la CEI à l'opération de maintien de la paix de la Communauté, aux côtés de la Fédération de Russie, par l'envoi de contingents militaires ou d'observateurs, ou sous quelque autre forme, sans modifier l'effectif de 3 000 soldats. Le Conseil a également décidé que, dans un délai d'un mois, les parties mettraient au point et signeraient le projet d'accord sur la paix et sur des garanties empêchant les affrontements armés et le projet de protocole relatif au retour des réfugiés dans le district de Gali et à des mesures de redressement économique. Par ailleurs, le Conseil de la CEI a décidé de confirmer le mandat de la force de maintien de la paix de la Communauté jusqu'au 2 avril 1999 et d'accepter en principe la proposition tendant à proroger son maintien pour une période de six mois ou jusqu'à ce que l'une des parties demande la cessation de ses opérations, qui prendra effet à la signature par les parties des deux projets de document susmentionnés. Toutefois, si les parties ne parviennent pas à s'entendre dans le délai prévu d'un mois, le Conseil réexaminera la question du maintien de la force de la CEI dans la zone du conflit.

10. Le 27 janvier, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a recommandé que la Géorgie devienne le quarante et unième membre de cet organe. L'une des conditions liées à cette recommandation stipulait que le Gouvernement géorgien devait continuer à poursuivre un règlement pacifique du conflit en Abkhazie (Géorgie). Le 25 mars, le Conseil des ministres du Conseil de l'Europe a approuvé l'adhésion de la Géorgie et une cérémonie officielle est prévue à Strasbourg le 27 avril.

III. OPÉRATIONS DE LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES EN GÉORGIE

11. Depuis le dernier rapport que j'ai adressé au Conseil de sécurité, le 20 janvier 1999 (voir S/1999/60), il n'y a eu aucun changement dans les opérations de la MONUG. Tout en assurant la sécurité du personnel dans des conditions appropriées, des patrouilles restreintes ont continué d'être organisées à l'intérieur des zones de sécurité et d'armement limité. Malgré la fermeture des bases d'équipe et la réduction du champ de ses opérations, la Mission a pu observer et vérifier de manière satisfaisante le respect par les parties de l'Accord de cessez-le-feu et de séparation des forces signé à Moscou le 14 mai 1994 (voir S/1994/583, annexe I), et du Protocole de Gagra, en date du 25 mai 1998 (voir S/1998/497, par. 4). Conformément aux décisions prises par le Conseil de coordination à ses sixième et septième sessions, concernant la séparation des forces le long de la ligne de cessez-le-feu, la MONUG a facilité les rencontres entre les commandants locaux et surveille les progrès sur le terrain.

12. La création du Groupe d'enquête mixte en tant que mécanisme chargé d'enquêter sur les violations de l'Accord de Moscou de 1994, conformément à une décision prise par le Conseil de coordination à sa cinquième session, en septembre 1998, fait toujours l'objet de négociations. Les experts juridiques de la MONUG ont établi un projet de directives concernant le fonctionnement du Groupe, qui a été communiqué aux parties et à la force de maintien de la paix de la CEI. Une réunion, à laquelle devaient participer des représentants des deux parties, de la MONUG et de la force de maintien de la paix de la CEI, sous la présidence du chef des observateurs militaires, n'a pu avoir lieu, comme le demandait le Conseil de coordination dans la décision qu'il a adoptée à sa septième session, car les deux parties ont demandé un délai supplémentaire pour étudier la proposition de la Mission. Entre-temps, la MONUG continue d'organiser et de superviser, avec la participation de représentants des deux parties et de la force de maintien de la paix de la CEI, des enquêtes communes ponctuelles sur des violations présumées de l'Accord de Moscou et sur des actes de terrorisme qui auraient été perpétrés. S'il est possible d'adopter une telle approche pour des incidents qui se produisent le long de la ligne de cessez-le-feu, les parties, notamment la partie abkhaze, n'autorisent pas la poursuite d'enquêtes communes dans d'autres secteurs.

13. Le projet de réfection des routes se poursuit et les travaux sur la grand-route M-27 entre Ochamchira et le canal de Gali ont commencé. Il est prévu d'étendre le projet à la partie basse du district de Gali, où les patrouilles au sol de la MONUG restent suspendues en raison du grave danger posé par les mines. La priorité est donnée à cet égard à la route qui longe la ligne de cessez-le-feu pour que les activités de vérification et d'observation puissent être menées dans des conditions de sécurité relativement meilleures. Sur les tronçons de la route M-27 situés entre le canal de Gali et l'Inguri, qui ont été réparés au cours du dernier trimestre de 1998, le revêtement s'est dégradé après les pluies d'hiver et à cause de la mauvaise qualité du travail, et de nouveaux travaux de réfection devront vraisemblablement être entrepris sous peu.

14. Le déploiement de 13 nouveaux véhicules protégés contre les éclats (RG-32 Scouts) en février 1999 a considérablement accru la souplesse des opérations des patrouilles de la MONUG, en particulier dans la partie basse du district de Gali. Douze RG-32 supplémentaires sont arrivés dans la zone de la mission en avril, ce qui contribuera à accroître encore les capacités de la MONUG. Le chef des observateurs militaires recommande qu'en raison de la menace des mines dans certaines parties de la zone de sécurité, les 13 anciens véhicules renforcés contre les mines restent en opération jusqu'à ce que des véhicules de remplacement offrant le même degré de protection puissent être déployés. Dans le projet de budget de la MONUG pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000, des crédits ont été prévus pour remplacer les 13 véhicules renforcés contre les mines qui ont atteint la fin de leur vie utile.

15. L'hélicoptère affecté à la MONUG en juin 1998 continue à jouer un rôle de sécurité essentiel pour la Mission et à lui offrir un appui précieux sur le plan opérationnel. Comme je l'ai noté dans mes deux rapports précédents (S/1998/1012, par. 27, et S/1999/60, par. 17), la mise à disposition de la Mission d'un second hélicoptère est jugée essentielle au renforcement de sa capacité d'intervention et de sa sécurité. Les ressources nécessaires à cette fin ont également été inscrites dans le projet de budget de la MONUG pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000.

IV. COOPÉRATION ENTRE LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES EN GÉORGIE ET LES FORCES COLLECTIVES DE MAINTIEN DE LA PAIX DE LA COMMUNAUTÉ D'ÉTATS INDÉPENDANTS

16. Les rapports de travail entre la MONUG et la force de maintien de la paix de la CEI sont restés bons et une liaison étroite a été maintenue à tous les niveaux. La force de maintien de la paix de la CEI a apporté une assistance dans le domaine du déminage et fourni des escortes spéciales aux patrouilles de la MONUG chargées de faire un état de l'infrastructure routière dans la partie basse du district de Gali. Des réunions ont lieu régulièrement pour assurer la coordination des opérations et des échanges d'informations. La MONUG s'appuie sur la force de maintien de la paix de la CEI pour sa sécurité dans les situations d'urgence et continuera à identifier les domaines dans lesquels les procédures peuvent être rationalisées davantage.

17. La force de maintien de la paix de la CEI a continué à s'acquitter de son mandat en opérant à partir de postes de contrôle fixes et en effectuant des patrouilles mobiles très limitées. Elle a de plus en plus participé aux efforts de séparation des forces le long de la ligne de cessez-le-feu et a pris une part active aux enquêtes menées sur divers actes de violence. Au cours de la période examinée, le nombre d'attaques dirigées par des groupes armés contre la force de maintien de la paix de la CEI a diminué.

V. SITUATION SUR LE TERRAIN

A. Généralités

18. Si la situation générale dans la zone de conflit reste tendue et instable, la situation le long de la ligne de cessez-le-feu a été relativement calme et les échanges de tirs ont considérablement diminué. Les activités de groupes

/...

armés, en particulier dans la partie basse du district de Gali, se sont toutefois poursuivies et les milices abkhazes continuent d'en être la cible. Le nombre d'activités criminelles augmente et l'insécurité continue de régner dans la région. L'Accord de Moscou de 1994 continue de faire l'objet de violations (refus opposé à l'accès de patrouilles et déploiement d'armes interdites), en dépit des protestations de la MONUG. À mesure que le temps s'améliore, de plus en plus de personnes déplacées du district de Gali regagnent leurs foyers et s'y réinstallent temporairement.

B. Zones de sécurité et de restriction des armements

19. Une attention considérable a été accordée au cours de la période à l'examen à l'initiative prise unilatéralement par les autorités abkhazes de faciliter le retour des réfugiés et des personnes déplacées dans la région de Gali (voir plus haut, par. 8). Il semble toutefois que cette initiative n'ait trouvé qu'un écho limité dans la population déplacée, en partie en raison de l'absence de garanties en matière de sécurité et de l'absence d'infrastructures d'appui. Dans mon dernier rapport (S/1999/60, par. 24), j'ai noté que les personnes susceptibles de rentrer chez elles n'ont pas confiance dans les conditions de sécurité dans le district. Pour l'essentiel, cette situation n'a pas changé. La lutte menée contre la criminalité n'a pas donné de résultats réels en dépit des efforts déployés par les autorités abkhazes pour remédier à ce problème. Un nombre croissant, encore que limité, de personnes regagnent toutefois périodiquement leurs foyers pour de courts séjours.

20. Un autre fait à signaler au cours de la période à l'examen est le barrage qui a coupé pendant une longue période la route M-27. Le 16 février, un groupe d'environ 200 personnes déplacées a établi un camp du côté géorgien du pont sur l'Inguri, empêchant les véhicules et le personnel de la MONUG de traverser le pont, tout en laissant la voie libre à d'autres personnes. Le barrage, qui est resté en place pendant 21 jours, jusqu'au 8 mars 1999, a posé de graves problèmes logistiques et opérationnels à la MONUG, dont il a sérieusement entravé les opérations.

21. Les groupes armés irréguliers ont poursuivi leurs activités, en particulier dans la zone basse du district de Gali, et les ont surtout dirigées contre les milices abkhazes. Comme le danger des mines n'a pas non plus diminué dans cette zone, la MONUG n'y a pas repris ses patrouilles au sol. Au cours de la période à l'examen, 11 membres des milices abkhazes et 7 civils ont été tués lors d'incidents qui se sont produits dans le district. La présence et les activités continues de groupes armés et criminels sont manifestement les principaux facteurs contribuant à l'instabilité et à la tension dans la zone de conflit, et il faut que les autorités fassent des efforts sérieux pour y mettre un terme.

22. La situation le long de la ligne de séparation des forces s'est considérablement améliorée. Les deux parties ont fait preuve de plus de retenue et les échanges de tirs par-delà la ligne de cessez-le-feu ont considérablement diminué. La séparation des forces s'est également poursuivie, encore qu'à un rythme plus lent qu'on ne le souhaitait. Malgré l'accord conclu à la session du 11 février du Conseil de coordination, les troupes du Ministère de l'intérieur géorgien occupant des positions défensives dans la zone de Gan Mukhuri et de Orsantia n'ont pas été retirées. Selon le chef des observateurs militaires, une

/...

séparation complète et simultanée des forces tout au long de la ligne de cessez-le-feu est indispensable pour réduire le risque d'escalade des incidents.

23. La MONUG continue d'observer la présence d'armes interdites dans la zone de sécurité; la quantité et la qualité de ces armes ne suscitent cependant pas de graves préoccupations. Bien que la MONUG fasse part de ses observations aux parties et enregistre les protestations, la réponse des parties demeure inadéquate.

24. La situation dans le secteur de Zugdidi est restée généralement calme mais instable; les tensions se sont sensiblement accrues quand la route M-27 a été barrée.

C. Vallée du Kodori

25. La vallée supérieure du Kodori demeure inaccessible par la route parce que le pont sur la route de Soukhoumi a été détruit et que le col qui franchit les montagnes du côté de Zugdidi est fermé pendant l'hiver. Les consultations tenues avec les autorités au sujet de la réparation du pont pour permettre aux patrouilles d'accéder à l'ensemble de la vallée n'ont pas abouti. La MONUG a donc dû effectuer des patrouilles par hélicoptère pour surveiller la partie supérieure de la vallée contrôlée par la Géorgie, tout en effectuant des patrouilles au sol dans la partie abkhaze. La situation dans la zone reste calme; la partie abkhaze a, toutefois, accusé la partie géorgienne à maintes reprises de renforcer ses positions dans la vallée du Kodori. Récemment, les autorités géorgiennes ont pour la première fois interdit à un hélicoptère de la MONUG d'effectuer des patrouilles dans la région. C'est là un sujet de préoccupation et la MONUG a élevé une protestation. Elle se propose d'effectuer des patrouilles par hélicoptère plus fréquentes pour surveiller la situation de plus près et compte que sa liberté de mouvement sera respectée. La base de patrouille d'Ajara, dans la vallée supérieure du Kodori, reste fermée.

VI. MESURES DE SÉCURITÉ

26. Le rang de priorité le plus élevé continue d'être accordé à la question de la sécurité du personnel de la MONUG. Aucun incident dirigé contre le personnel de la MONUG ne s'est produit durant la période à l'examen. Compte tenu toutefois de la détérioration de la situation économique en Abkhazie (Géorgie), la criminalité de type classique s'aggrave. Des biens de la MONUG ont été volés, principalement à Soukhoumi, dans des locaux gardés par les autorités abkhazes. C'est là une tendance alarmante et la MONUG cherche à mettre en place des mesures de sécurité plus efficaces. Compte tenu du calme relatif qui règne le long de la ligne de cessez-le-feu et des progrès accomplis dans la séparation des forces, les patrouilles de la MONUG risquent moins de se trouver prises entre deux feux.

27. Les mesures de sécurité décrites dans mon dernier rapport (S/1999/60, par. 30) continuent d'être en place au siège et dans les autres installations de la MONUG. Le déploiement d'agents de sécurité civils recrutés sur le plan international et équipés d'armes légères ainsi que des gardes locaux supplémentaires a permis de renforcer la sécurité interne de la Mission. Compte tenu de l'amélioration de la situation générale, le chef des observateurs

/...

militaires a été autorisé à relâcher progressivement certaines des restrictions actuellement en place en matière de sécurité dans les domaines les moins critiques.

28. La MONUG continue de s'appuyer sur les structures administratives et judiciaires locales pour la sécurité de son personnel et de ses biens. Les parties ont manifesté l'esprit de coopération nécessaire et ont tout fait pour s'acquitter de leurs obligations. La MONUG reste en liaison avec elles pour améliorer encore l'efficacité de leurs interventions et veiller à ce que les incidents mettant en cause du personnel et des biens de l'ONU fassent l'objet d'enquêtes approfondies. Le fait que l'enquête menée par les autorités abkhazes sur l'incident du bus qui s'est produit le 21 septembre 1998 n'ait pas encore abouti reste néanmoins un grave sujet de préoccupation.

29. La force de maintien de la paix de la CEI est consciente qu'aux termes de l'Accord de Moscou de 1994, c'est elle qui doit aider à assurer la sécurité et la protection de la MONUG, et les efforts visant à rationaliser encore les modalités de cette assistance se poursuivront.

VII. SITUATION HUMANITAIRE ET DROITS DE L'HOMME

30. La situation humanitaire en Abkhazie (Géorgie) reste dramatique. Grâce à leurs programmes, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Acción contra el Hambre, Médecins sans frontières-France et le United Methodists Committee on Relief continuent d'apporter une aide humanitaire à un grand nombre de civils parmi les plus vulnérables.

31. Les activités de déminage dirigées par HALO Trust se sont par ailleurs poursuivies. De plus, HALO Trust a reçu l'autorisation de créer le centre d'action antimines pour l'Abkhazie, qui sera chargé de rassembler des informations sur les mines et les munitions non explosées et de coordonner les activités concernant le déminage, le marquage de champs de mines et la sensibilisation aux mines. Durant la période considérée, le CICR a lancé un nouveau programme d'alerte au danger des mines qui complétera les activités de HALO Trust. La première manifestation dans le cadre de ce programme a eu lieu en janvier à Soukhoumi à l'intention des enfants.

32. Au cours de la période considérée, le personnel du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a continué de surveiller la protection des personnes réfugiées et déplacées dans les parties du district de Gali auxquelles les conditions de sécurité permettaient d'accéder. Il s'est employé à observer et à évaluer les mouvements de la population qui traversaient la ligne de séparation des forces. Depuis le 1er mars, date à laquelle a commencé l'initiative unilatérale abkhaze pour le retour des réfugiés dans le district de Gali, plusieurs personnes déplacées ont regagné leurs foyers, principalement dans la ville de Gali et dans certaines zones de la partie haute du district. La campagne agricole qui va commencer devrait attirer davantage de retours dans la partie basse du district, en particulier là où la présence de la milice abkhaze ne se fait pas trop sentir.

33. Dans les autres parties de l'ouest de la Géorgie, le HCR, en coopération avec ses partenaires d'exécution et les autorités locales, a mené à bien des

/...

projets de remise en état d'écoles et d'abris d'urgence. Cette assistance opportune, qui est allée de pair avec des projets concernant la santé, l'eau et l'assainissement, a contribué à améliorer les conditions essentielles de vie dans les centres communautaires pour la majorité des personnes déplacées, dont la plupart s'étaient enfuies du district de Gali durant les événements de mai 1998.

34. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires continue de surveiller la situation générale en Abkhazie et dans le reste de la Géorgie occidentale. Il persévère à demander que les agents humanitaires jouissent d'une liberté totale de mouvement. Tel n'est toutefois pas encore le cas dans le district de Gali et, en particulier, à l'extérieur de la ville, où la sécurité du personnel reste précaire.

35. Le nouveau chef du Bureau des droits de l'homme en Abkhazie a pris ses fonctions le 15 février 1999. Le Bureau surveille la situation des droits de l'homme en examinant les plaintes individuelles et en effectuant chaque semaine, avec l'aide de la MONUG, des patrouilles dans la région de Gali. Il a commencé à mettre en oeuvre dans les écoles de petits projets concernant la formation et l'éducation en matière de droits de l'homme. La détérioration de la sécurité, en particulier dans la région de Gali, et l'appauvrissement général sont responsables de nombreuses violations des droits fondamentaux, tels que le droit à la vie, à la liberté, à la sûreté individuelle et à la propriété.

VIII. ASPECTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

36. La situation économique et sociale en Abkhazie (Géorgie) a continué de se détériorer durant la période considérée. Dans son allocution annuelle prononcée le 4 mars devant le Parlement de facto, M. Ardzinba a qualifié la situation économique d'extrêmement grave. La production continue d'être extrêmement limitée et même l'infrastructure qui n'a pas été endommagée par la guerre s'est considérablement dégradée. La plupart des jeunes ayant des compétences et des ressources ont quitté l'Abkhazie pour trouver ailleurs des possibilités d'emploi ou d'éducation; ceux qui sont restés n'ont guère de chances de gagner leur vie et viennent grossir les rangs des drogués et des délinquants.

37. La situation économique continue de souffrir de l'instabilité des marchés financiers internationaux, particulièrement dans la Fédération de Russie. L'arrêt des exportations de la Géorgie vers la Fédération de Russie, qui représentaient près de 30 % du total du pays, a lourdement pesé sur le bilan de l'économie nationale. Le produit intérieur brut a toutefois enregistré l'an passé une croissance située entre 3 et 4 %

IX. OBSERVATIONS

38. Une occasion importante d'accomplir un grand pas en avant sur la voie du processus de paix a été perdue du fait que les parties n'ont pas réussi à s'entendre, en janvier, sur les conditions de retour des réfugiés et des personnes déplacées dans le district de Gali et sur les mesures de relèvement économique de l'Abkhazie (Géorgie). Comme je l'ai noté dans mon dernier rapport (S/1999/60, par. 44), le retour de cette population est une question humanitaire et le droit qu'elle a de rentrer chez elle en toute sécurité est

/...

imprescriptible. L'heure des tractations au sujet de diverses formules est depuis longtemps passée. Il est désormais indispensable que chaque partie fasse preuve de la volonté politique nécessaire pour conclure un accord qui permette à la communauté internationale de participer à cet effort. En attendant, les contacts bilatéraux directs entre les parties devraient se poursuivre, non seulement au niveau du Conseil de coordination mais aussi dans le domaine des projets économiques et des mesures de confiance.

39. Au cours des trois derniers mois, il a fallu toute la diligence du personnel militaire et politique de la MONUG pour que se stabilise, voire s'améliore légèrement, le relâchement des tensions dans la zone de responsabilité de la mission auquel avait abouti la réunion du 21 décembre 1998 à Gali (voir S/1999/60, par. 25 et 27). L'absence d'actes d'hostilité contre le personnel de la MONUG s'est poursuivie. Toutefois, étant donné la persistance du danger des mines et des activités criminelles et terroristes, la situation n'autorise pas encore à lever les restrictions opérationnelles imposées à la Mission en février 1998 ni à rouvrir toutes les bases d'opérations ou certaines d'entre elles.

40. Bien que la MONUG, compte tenu des contraintes opérationnelles actuelles, soit en mesure de surveiller de manière satisfaisante le respect par les deux parties de l'Accord de Moscou de 1994, elle ne peut guère, par sa présence dans la zone, contribuer à créer des conditions propices au retour des réfugiés et des personnes déplacées dans l'ordre et la sécurité [résolution 937 (1994), par. 6 i)]. Il faudra que la situation en matière de sécurité s'améliore encore grâce à des mesures tangibles prises par les deux parties pour que la MONUG puisse retrouver sa structure opérationnelle d'avant février 1998 et renforcer ainsi sa présence dans toutes les parties de sa zone de responsabilité. Ce n'est que dans ces conditions qu'elle sera à même de s'acquitter pleinement du mandat que lui a confié le Conseil de sécurité.

41. En plus des mesures visant à stabiliser le climat de sécurité, les parties contribueraient beaucoup à améliorer la situation sur le terrain en s'attachant, d'une part, à séparer entièrement les forces de la ligne de cessez-le-feu et, de l'autre, à créer un mécanisme d'enquêtes conjointes. Le retrait des forces de certaines zones le long de la ligne de cessez-le-feu, y compris la poche sensible de Khouritcha, a sensiblement réduit les tensions. Les parties doivent se montrer résolues à aller encore plus loin, de manière à assurer le retrait de toutes les positions restantes et à achever la séparation des forces, comme il a été convenu dans le Protocole de Gagra de mai 1998. La MONUG est prête à prêter son concours à cet effet.

42. La décision commune de créer un mécanisme d'enquêtes conjointes sur les violations de l'Accord de Moscou et autres exactions permettra non seulement de renforcer la confiance entre les parties ainsi que le respect de leurs engagements mutuels, mais aussi de décourager les actes de violence et d'améliorer ainsi le climat général de sécurité.

43. Les tensions liées aux élections prochaines en Géorgie et en Abkhazie (Géorgie), ainsi que les difficultés économiques persistantes, créent actuellement un climat dans lequel des actes de provocation commis le long de la ligne de séparation des forces pourraient aisément aboutir à une déstabilisation

plus générale. Pour cette raison, il est essentiel que les deux parties fassent preuve d'une grande retenue face à tout incident susceptible de se produire sur le terrain. Elles devraient également prendre des mesures concrètes afin de renforcer leur coopération dans le domaine de la sécurité.

44. Je tiens à remercier une fois encore mon Représentant spécial, le chef des observateurs militaires et tout le personnel féminin et masculin de la MONUG pour le dévouement et la persévérance dont ils ont fait preuve afin de s'acquitter, dans des conditions difficiles et parfois dangereuses, du mandat que leur a confié le Conseil de sécurité.

ANNEXE

Composition de la Mission d'observation des Nations Unies
en Géorgie au 1er avril 1999

Pays	Observateurs militaires
Albanie	1
Allemagne	10
Autriche	4
Bangladesh	8
Danemark	5
Égypte	3
États-Unis d'Amérique	2
Fédération de Russie	3
France	5
Grèce	4
Hongrie	5
Indonésie	4
Jordanie	6
Pakistan	7
Pologne	4
République de Corée	3
République tchèque	4
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	7
Suède	5
Suisse	4
Turquie	5
Uruguay	3
Total	102

